

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 19 MAI 2011 CONTENANT L'ACCORD DE PAIX SOCIALE 2011 - 2012

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection.

CHAPITRE II - DUREE

Article 2

La présente convention collective de travail est applicable du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012 inclus, excepté les articles 13 et 14 - qui s'appliquent jusqu'au 30 juin 2013 - et contient les nouveaux accords valables durant cette période.

CHAPITRE III - CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 3

§ 1. A dater du 1^{er} avril 2012, l'intervention de l'employeur dans le chèque-repas est augmentée de 0,50 €. Par conséquent, à partir du 1^{er} avril 2012, le chèque-repas minimal a une valeur nominale de 2,80 € par chèque-repas, où l'intervention de l'employeur s'élève à 1,71 € et l'intervention du travailleur à 1,09 €.

Dans les entreprises où l'augmentation de 0,50 € précitée ne peut être octroyée ou pas entièrement sous forme de chèques-repas le 1^{er} avril 2012, un avantage équivalent doit être octroyé pour le solde restant à dater du 1^{er} avril 2012.

§ 2. Dans les entreprises de fabrication, traitement, réparation, entretien, location, placement de tentes ou qui en font le commerce et qui n'octroient pas encore de chèques-repas, l'augmentation de 0,30 € le 1^{er} avril 2010 devait être remplacée par un avantage équivalent. Ce système peut être poursuivi, à savoir que dans ce cas, un avantage supplémentaire doit également être octroyé le 1^{er} avril 2012, avantage qui est équivalent à l'augmentation de 0,50 € du chèque-repas, visée au § 1. de cet article.

§ 3. Les avantages équivalents, octroyés dans le cadre du système sectoriel des chèques-repas et tels que visés dans les conventions collectives de travail précédentes à ce sujet, doivent continuer d'être octroyés.

CHAPITRE IV - PREPENSION CONVENTIONNELLE

1. Prépension à temps plein

Article 4

Le régime de la prépension conventionnelle à temps plein à partir de 58 ans, instauré à l'époque par la convention collective de travail du 8 avril 1981, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 21 septembre 1981 et prolongée par la suite pour la dernière fois par la convention collective de travail du 7 avril 2011, sera poursuivi durant la période du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2012, conformément aux conditions fixées dans la convention collective de travail spécifique concernant la prépension conventionnelle à temps plein pour la période du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2012.

La convention collective de travail du 28 février 2008 concernant la prépension à partir de 60 ans est poursuivie durant la période du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2012, conformément aux conditions fixées dans la convention collective de travail spécifique concernant la prépension conventionnelle à temps plein pour la période du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2012..

Article 5

Le régime de la prépension conventionnelle à temps plein à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté, instauré par la convention collective de travail du 24 janvier 2008, instaurant un régime de prépension conventionnelle à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté, est poursuivi durant la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012, conformément aux conditions fixées dans la convention collective de travail spécifique instaurant un régime de prépension conventionnelle à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012.

Article 6

Le régime de la prépension conventionnelle à temps plein en faveur de certains ouvriers et ouvrières âgé(e)s, avec prestations nocturnes en cas de licenciement, instauré par la convention collective de travail du 24 janvier 2008 instaurant un régime d'allocation complémentaire en faveur de certains ouvriers et ouvrières âgé(e)s, avec prestations nocturnes en cas de licenciement sera poursuivi durant la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012, conformément aux conditions fixées dans les conventions collectives de travail spécifiques, instaurant un régime d'allocation complémentaire en faveur de certains ouvriers et ouvrières âgé(e)s avec prestations nocturnes en cas de licenciement pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012.

2. Prépension à mi-temps

Article 7

La convention collective de travail du 24 janvier 2008 concernant la prépension à mi-temps sera prolongée durant la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012.

CHAPITRE V – EMPLOI

Article 8

Au sein du secteur, la problématique de l'emploi doit être suivie d'une façon continue. La commission paritaire demande aux entreprises de se concerter sur une base permanente, au sein des organes de concertation existants, sur l'évolution de l'emploi et ses perspectives. Dans cette concertation, il faut prévoir une place pour une politique de l'emploi et d'organisation du travail axée vers le futur. Moyennant accord au niveau de l'entreprise, les délégués des travailleurs peuvent se faire assister par des experts.

CHAPITRE VI – FORMATION ET EMPLOI

Article 9

La convention collective de travail du 29 novembre 2007 concernant la formation et l'emploi est prolongée jusqu'au 31 décembre 2012 et adaptée pour l'harmoniser aux objectifs, visés à l'article 24 de la loi du 17 mai 2007 contenant l'exécution de l'Accord Interprofessionnel pour la période 2007-2008.

Au sein de l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC), les mesures nécessaires pour réaliser une augmentation annuelle du degré de participation à la formation d'au moins 5% seront discutées.

CHAPITRE VII – SECURITE DE L'EMPLOI

Article 10

La convention collective de travail du 13 mai 1997 existante concernant la sécurité de l'emploi, l'introduction de technologies nouvelles et l'emploi, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 11 octobre 1999, continue d'être applicable.

Les parties signataires conviennent que la procédure telle que fixée à l'article 12 de la convention collective de travail précitée soit adaptée à une procédure où la commission paritaire se prononce sur les dossiers de réclamations. Un doublement de la sanction pour l'employeur sera prévue en cas de répétition de la même infraction par le même employeur.

CHAPITRE VIII – APPLICATION SECTORIELLE DE LA CCT n° 77bis et ter

Article 11

La convention collective de travail du 28 février 2008 concernant le crédit-temps est poursuivie durant la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012.

CHAPITRE IX - FONDS SOCIAL DE GARANTIE

Article 12

L'article 3, 3°, 7°, 8° et 9° des statuts du Fonds Social de garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection, fixés par la convention collective de travail du 23 avril 1979, conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection, coordonnant les statuts du Fonds Social de garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 11 décembre 1979, modifiée pour la dernière fois par les conventions collectives de travail des 27 janvier 2010, 9 décembre 2010 et 7 avril 2011, est remplacé par les dispositions suivantes :

«3° d'assurer le paiement de l'indemnité complémentaire dans le cadre de la prépension conventionnelle prévue dans la convention collective de travail du 19 mai 2011 concernant la prépension conventionnelle à partir de 58 ans, dans la convention collective de travail du 19 mai 2011 instaurant un régime d'allocation complémentaire en faveur de certains ouvriers et ouvrières âgé(e)s avec prestations nocturnes en cas de licenciement, dans la convention collective de travail du 19 mai 2011 instaurant un régime d'allocation complémentaire en faveur de certains ouvriers et ouvrières âgé(e)s à partir de 56 ans avec une ancienneté de 40 ans et dans la convention collective de travail du 19 mai 2011 concernant la prépension conventionnelle à partir de 60 ans, ainsi que les cotisations patronales spéciales, définies à la section 2A du chapitre VI du Titre XI de la loi du 27 décembre 2006 contenant des dispositions diverses (1) toutefois sans préjudice des dispositions des conventions collectives de travail concernant la prépension précitées, conformément à l'arrêté-royal du 29 mars 2010.»;

- « 7° d'assurer le paiement de l'indemnité prévue par la convention collective de travail du 12 février 2002 concernant l'indemnité complémentaire de sécurité d'existence, modifiée par les conventions collectives de travail des 2 juillet 2003, 26 mai 2005 (article 17) et 7 avril 2011 (article 18) et prolongée jusqu'au 31 décembre 2012 par la convention collective de travail du 19 mai 2011 contenant l'accord de paix sociale 2011-2012 ;»
- « 8° d'assurer le paiement de l'indemnité prévue à l'article 6 de la convention collective de travail du 19 mai 2011 concernant la formation et l'emploi ; »
- « 9° d'assurer le paiement de la cotisation payée conformément à l'article 14, § 3, des présents statuts, en vue du financement de l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection et en exécution de la convention collective de travail du 19 mai 2011 concernant l'emploi et la formation ;»

Dans ce même article 3, un nouveau point 12° est ajouté, libellé comme suit :

- « 12° d'assurer le paiement d'un supplément en cas de chômage temporaire, tel que visé à l'article 9 de la loi du 12 avril 2011 modifiant la loi du 1^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel, conformément à une convention collective de travail sectorielle à ce sujet, à rendre obligatoire par arrêté royal .

Article 13

L'article 14 des statuts du Fonds Social de garantie, fixés par la convention collective de travail du 23 avril 1979 et rendus obligatoires par arrêté-royal du 11 décembre 1979, est modifié comme suit :

- § 1. Le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs visées à l'article 15 des présents statuts.
- § 2. En exécution de l'article 3, 6° des présents statuts, le Fonds verse au Fonds de Sécurité d'Existence de l'industrie de l'habillement et de la confection immédiatement après la réception des cotisations visées au § 1^{er} du présent article un montant fixé comme suit :
- du 1^{er} janvier 2002 au 30 juin 2013 :
0,29% des cotisations visées au § 1 du présent article.
- § 3. En exécution de l'article 3, 9° des statuts précités, le Fonds verse à l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC), immédiatement après la perception des cotisations un montant fixé comme suit :
- du 1^{er} janvier 2002 au 30 juin 2013 :
8,82% des cotisations visées au § 1 du présent article.

Article 14

L'article 15 des statuts du Fonds Social de Garantie, fixés par convention collective de travail du 23 avril 1979 et rendus obligatoires par arrêté royal du 11 décembre 1979 est modifié comme suit :

«Du 1^{er} janvier 2002 au 30 juin 2013, les cotisations patronales seront fixées à 3,4% des salaires bruts des ouvriers et ouvrières.»

Article 15

L'allocation sociale complémentaire, visée à l'article 2 de la convention collective de travail du 22 juin 2001 qui est octroyée conformément à l'article 7 des statuts du Fonds Social de garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection, est fixée pour les années 2011 et 2012 à :

- 37,18 € pour les ayants droit, mentionnés à l'article 6.6 et 6.7 desdits statuts;
- 135 € pour les autres ayants droit.

L'allocation complémentaire de chômage, visée dans ce même article 2 de la convention collective de travail du 22 juin 2001 fixant le montant de l'allocation sociale complémentaire est fixée au prorata pour la période du 1^{er} avril 2011 au 31 décembre 2011 par rapport à la période du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010. Par conséquent, pour les trois trimestres 2011 cités, le nombre de jours de chômage temporaire requis est fixé à 7 jours et le montant de l'allocation complémentaire de chômage à 60 €. A partir du 1^{er} janvier 2012, cette allocation complémentaire de chômage sera transformée en un système décrit à l'article suivant.

Article 16

A partir du 1^{er} janvier 2012, les ouvriers et ouvrières pourront prétendre à un supplément par jour de chômage temporaire, tel que visé à l'article 9 de la loi du 12 avril 2011 modifiant la loi du 1^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel qui insère un nouveau paragraphe 8 à l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Le supplément, visé dans la loi précitée, sera pris en charge partiellement par le Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection, notamment comme suit :

- Les 35 premiers jours de chômage temporaire par année civile : 3 €/jour
- Les 10 jours suivants de chômage temporaire par année civile : 2 €/jour.

Ainsi, les ouvriers et ouvrières pourront faire appel aux indemnités journalières visées ci-avant, sans préjudice aux dispositions légales précitées qui prévoient un supplément minimum pour tous les jours de chômage temporaire dans le sens de la loi précitée. Ceci signifie que les montants et les jours non cités dans cet article seront pris en charge par l'employeur.

Les modalités nécessaires à l'exécution de cet article seront fixées dans une nouvelle convention collective de travail.

Article 17

Dans le cadre de la gestion du Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection, les deux accords suivants seront réglés administrativement :

- La franchise, prévue dans la police sectorielle « assurance hospitalisation » sera prise en charge par le Fonds Social de Garantie ;
- Pour la fixation de la compensation de la perte de salaire aux employeurs, visée à l'article 9 de la convention collective de travail du 26 mai 1997 concernant la formation et l'information sociale, le salaire brut est multiplié par le coefficient 1,75 pour les charges patronales.

Article 18

Les parties signataires s'engagent à procéder à une évaluation à long terme en 2011 et 2012 afin de maintenir l'équilibre financier du Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection, tenant compte des engagements à long terme et éventuellement à prendre les mesures nécessaires pour conserver cet équilibre financier. L'utilisation actuelle de ces moyens sera également discutée et un réaménagement sera étudié dans le cadre d'une répartition équilibrée de ces moyens.

CHAPITRE X – DELAIS DE PREAVIS

Article 19

La convention collective de travail du 12 février 2002 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence est prolongée jusqu'au 31 décembre 2012.

De ce fait, le secteur maintient un régime propre assurant une plus grande stabilité d'emploi ou de revenu par le biais d'un régime complémentaire de sécurité d'existence tel que visé à l'article 3 de la convention collective de travail n° 75 du 20 décembre 1999, conclue au sein du Conseil National du Travail.

Selon les dispositions de la CCT n° 75 précitée, les partenaires sociaux déclarent expressément que les réglementations existante sur la sécurité d'existence offrent un avantage équivalent aux délais de préavis prolongés tels que définis par la CCT n° 75. Les délais de préavis prolongés tels que définis dans la CCT n° 75 ne doivent par conséquent pas être appliqués au sein de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Article 20

A partir du 1^{er} janvier 2012, les délais de préavis de respectivement 28 jours et 56 jours existants dans le secteur, conformément à l'article 59 de la loi relative aux contrats de travail, seront augmentés comme suit :

- Moins de 20 ans de service sans interruption dans la même entreprise : 32 jours calendriers
- 20 ans et plus sans interruption de service dans la même entreprise : 64 jours calendriers

Ces nouveaux délais de préavis minimums sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2012 en cas de cessation du contrat de travail à durée indéterminée par l'employeur pour tous les ouvriers et ouvrières de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection, donc aussi bien pour les contrats de travail qui ont débuté avant le 1^{er} janvier 2012, que ceux qui ont débuté à cette date ou après.

Ces nouveaux délais de préavis minimums ne sont toutefois pas applicables si le licenciement est signifié soit pour mettre fin à un contrat de travail au moment où l'ouvrier/ouvrière a atteint l'âge qui donne droit à la prépension conventionnelle, soit pour mettre fin à un contrat de travail au moment où le travailleur a droit à la pension légale.

Ce régime est considéré comme un accord, visé à l'article 13 § 3 de la loi du 12 avril 2011 modifiant la loi du 1^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel.

Ce régime est considéré comme un régime propre assurant une plus grande stabilité d'emploi ou de revenus, tel que visé à l'article précédent et dans la convention collective de travail n° 75 du 20 décembre 1999, conclue au sein du Conseil National du Travail.

Ce règlement est donc également considéré comme une proposition émise par une commission paritaire, tel que visé dans le dernier alinéa de l'article 13 précité de la loi du 12 avril 2011 et signifie que les partenaires sociaux, représentés au sein de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection souhaitent conserver la gestion de la fixation des délais de préavis applicables.

CHAPITRE XI – JOUR DE CARENCE

Article 21

Pour les années 2011 et 2012, deux jours de carence par année civile – tels que visé à l'article 52 §1 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail – sont pris en charge par l'employeur pour les ouvriers et ouvrières possédant au moins 8 années d'ancienneté dans l'entreprise et lorsqu'il s'agit d'une période de maladie de minimum 7 jours calendriers.

CHAPITRE XII – CONGE D'ANCIENNETE

Article 22

Chaque année, un jour de congé d'ancienneté payé sera octroyé aux ouvriers et ouvrières qui ont une ancienneté de 20 ans ou plus dans l'entreprise. On sous-entend par ancienneté : service ininterrompu auprès du même employeur. L'ancienneté éventuellement acquise par l'ouvrier/l'ouvrière dans une entreprise appartenant au même groupe d'entreprises est totalement prise en considération.

CHAPITRE XIII – REPRESENTATION SYNDICALE

Article 23

L'article 7 de la convention collective de travail du 7 mai 1976 concernant le statut de la délégation syndicale, modifié par les conventions collectives de travail des 1^{er} octobre 1979, 22 février 1989 et 19 avril 1991, reste maintenu comme complété par l'article 20 de la convention collective de travail du 26 mai 2003 contenant l'accord de paix sociale 2003/2004.

CHAPITRE XIV – PREPARATION DES NOUVELLES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Article 24

Les travaux relatifs à une nouvelle classification de fonctions seront terminés au cours de la durée de la présente convention collective de travail. Ceci signifie que des accords concernant l'instauration d'une nouvelle classification de fonctions et des salaires correspondant à ces fonctions seront établis pour le 1^{er} janvier 2013 au plus tard.

Article 25

Une convention collective de travail sectorielle relative aux chèques-repas électroniques sera élaborée.

CHAPITRE XV – APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL EXISTANTES

Article 26

Les parties signataires confirment que le contenu de la convention collective de travail du 26 mai 1997 concernant la formation et l'information sociale, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 28 avril 1999 sera discuté, le cas échéant au niveau de l'entreprise, en vue d'éviter des conflits.

Les parties signataires confirment que le contenu de la convention collective de travail du 13 mai 1997 concernant les nouveaux régimes de travail constitue la base à d'éventuelles discussions au niveau de l'entreprise.

Le contenu de l'article 4 de la convention collective de travail du 29 novembre 2011 coordonnant les règles d'intervention des employeurs dans les frais de transport sera adapté au contenu de l'article 4 de la convention collective de travail n° 19 octies du 20 février 2009 relative à la contribution financière des employeurs dans le prix du transport des travailleurs.

CHAPITRE XVI – PROLONGATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES EXISTANTES

Article 27

Suite au présent accord, la convention collective de travail du 27 janvier 2010 fixant les conditions de travail (n° d'enregistrement 99183/CO/109) est prolongée jusqu'au 31 décembre 2012.

CHAPITRE XVII – AMELIORATION DU TAUX D'EMPLOI

Article 28

Les parties signataires conviennent de mettre sur pied une enquête au sujet des besoins des travailleurs plus âgés relative au relèvement du taux d'emploi et à l'élaboration d'une politique sur l'emploi de ce groupe de travailleurs.

CHAPITRE XVIII – PAIX SOCIALE

Article 29

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, les parties signataires garantissent le respect de la paix sociale, ce qui implique que :

- 1) toutes les dispositions relatives aux salaires et aux conditions de travail seront rigoureusement observées et ne pourront être contestées par les organisations des travailleurs ou des employeurs, ni par les ouvriers et ouvrières ou par les employeurs ;
- 2) les organisations de travailleurs, les ouvriers et ouvrières s'engagent à ne pas déposer de revendications au niveau national ou régional, ni au niveau de l'entreprise, étant donné que toutes les dispositions normatives individuelles sont réglées par la présente convention collective de travail.

--°--

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 19 MEI 2011 HOUDENDE AKKOORD VAN SOCIALE VREDE 2011 - 2012

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder de bevoegdheid van het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf en op de arbeid(st)ers die zij tewerkstellen.

HOOFDSTUK II - DUUR

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 2011 tot en met 31 december 2012, behalve de artikelen 13 en 14 -die van toepassing zijn tot 30 juni 2013- en bevat de afspraken geldend gedurende deze periode.

HOOFDSTUK III - ARBEIDSVOORWAARDEN

Artikel 3

§ 1. Met ingang van 1 april 2012 wordt het bedrag van de werkgevertussenkost in de maaltijdcheque verhoogd met 0,50 euro.
Vanaf 1 april 2012 heeft derhalve de minimale maaltijdcheque een nominale waarde van 2,80 EURO per maaltijdcheque, waarbij de tussenkost van de werkgever 1,71 euro bedraagt en de tussenkost van de werknemer 1,09 EURO bedraagt.

In de ondernemingen waar de hiervoor bedoelde verhoging met 0,50 EURO op 1 april 2012 niet of niet volledig onder de vorm van maaltijdcheques kan worden toegekend, dient voor het resterende saldo met ingang van 1 april 2012 een gelijkwaardig voordeel te worden toegekend.

§ 2. In de ondernemingen die tenten vervaardigen, behandelen, herstellen, onderhouden, verhuren, plaatsen of er handel in drijven en die nog geen maaltijdcheques toekennen, diende de verhoging met 0,30 euro op 1 april 2010 te worden vervangen door een gelijkwaardig voordeel. Dit stelsel kan worden verder gezet, met dien verstande dat in dat geval op 1 april 2012 eveneens een bijkomend voordeel dient te worden toegekend dat gelijkwaardig is aan de verhoging van de maaltijdcheque met 0,50 euro, bedoeld in § 1. van dit artikel.

§ 3. De gelijkwaardige voordelen, toegekend in verband met het sectorale stelsel van maaltijdcheques en zoals bedoeld in de voorgaande collectieve arbeidsovereenkomsten in dat verband, dienen verder te worden toegekend.

HOOFDSTUK IV – CONVENTIONEEL BRUGPENSIOEN

1. Voltijds brugpensioen

Artikel 4

Het stelsel van het voltijds conventioneel brugpensioen vanaf 58 jaar, destijds ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981 en sedertdien verder gezet, laatst bij collectieve arbeidsovereenkomst van 7 april 2011, wordt verder gezet gedurende de periode van 1 juli 2011 tot 31 december 2012 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het conventioneel voltijds brugpensioen voor de periode van 1 juli 2011 tot 31 december 2012.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 28 februari 2008 betreffende het brugpensioen vanaf 60 jaar wordt verder gezet gedurende de periode van 1 juli 2011 tot 31 december 2012 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het conventioneel voltijds brugpensioen voor de periode van 1 juli 2011 tot 31 december 2012.

Artikel 5

Het stelsel van het voltijds conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden, ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 24 januari 2008 tot invoering van een regeling van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2011 tot 31 december 2012 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van een regeling van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden voor de periode van 1 januari 2011 tot 31 december 2012.

Artikel 6

Het stelsel van het voltijds conventioneel brugpensioen ten gunste van sommige bejaarde arbeid(st)ers met nachtprestaties indien zij worden ontslagen, ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 24 januari 2008 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde arbeid(st)ers met nachtprestaties indien zij worden ontslagen wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2011 tot 31 december 2012 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde arbeid(st)ers met nachtprestaties indien zij worden ontslagen voor de periode van 1 januari 2011 tot 31 december 2012.

2. Halftijds brugpensioen

Artikel 7

De collectieve arbeidsovereenkomst van 24 januari 2008 betreffende het halftijds brugpensioen wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2011 tot 31 december 2012.

HOOFDSTUK V – WERKGELEGENHEID

Artikel 8

Binnen de sector moet blijvende aandacht gaan naar de tewerkstelling.

Het Paritair Comité vraagt de ondernemingen op een permanente basis, binnen de bestaande overlegorganen, overleg te plegen over de tewerkstellingsevolutie en vooruitzichten.

In dit overleg dient plaats te zijn voor een toekomstgericht personeelsbeleid en de toekomstige arbeidsorganisatie.

Mits akkoord op het vlak van de onderneming kunnen werknemersafgevaardigden zich laten bijstaan door deskundigen.

HOOFDSTUK VI – VORMING EN TEWERKSTELLING

Artikel 9

De collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 2007 betreffende vorming en tewerkstelling wordt voortgezet tot 31 december 2012 en aangepast om deze in overeenstemming te brengen met de doelstellingen, bedoeld in artikel 24 van de wet van 17 mei 2007 houdende uitvoering van het

Interprofessioneel Akkoord voor de periode 2007-2008.

In de schoot van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC) zullen de maatregelen worden overlegd die nodig zijn om een jaarlijkse toename van de participatiegraad aan vorming en opleiding met minstens vijf procentpunt te realiseren.

HOOFDSTUK VII – WERKZEKERHEID

Artikel 10

De bestaande Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 mei 1997 betreffende de werkzekerheid, de invoering van nieuwe technologieën en de tewerkstelling, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 11 oktober 1999, blijft verder van toepassing.

De ondertekenende partijen komen overeen dat de procedure zoals vastgelegd in artikel 12 van de voornoemde CAO wordt aangepast naar een procedure waarbij het paritair comité uitspraak doet over de klachtendossiers. Een verdubbeling van de sanctie voor de werkgever zal worden voorzien in geval van herhaling van dezelfde inbreuk door dezelfde werkgever.

HOOFDSTUK VIII - SECTORALE TOEPASSING VAN CAO NR. 77 Bis en Ter

Artikel 11

De collectieve arbeidsovereenkomst van 28 februari 2008 betreffende het tijdskrediet wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2011 tot 31 december 2012.

HOOFDSTUK IX - SOCIAAL WAARBORGFONDS

Artikel 12

Artikel 3, 3°, 7°, 8°, en 9° van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 1979, gesloten in het paritair comité van het kleding- en confectiebedrijf, houdende coördinatie van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 december 1979, laatst gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 27 januari 2010, 9 december 2010 en 7 april 2011 worden respectievelijk vervangen door de volgende bepalingen:

- "3° het verrichten van de betaling van de aanvullende vergoeding in het kader van het conventioneel brugpensioen voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 mei 2011 betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 58 jaar, in de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 mei 2011 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde arbeid(st)ers met nachtprestaties indien zij worden ontslagen, in de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 mei 2011 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde arbeid(st)ers vanaf 56 jaar met een loopbaan van 40 jaar en in de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 mei 2011 betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 60 jaar, evenals de bijzondere werkgeversbijdragen bedoeld in afdeling 2.A. van Hoofdstuk VI van Titel XI van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (1), evenwel onverminderd de bepalingen op dit stuk van de hier genoemde collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende brugpensioen, in overeenstemming met het Koninklijk Besluit van 29 maart 2010.
- "7° het uitkeren van de vergoeding, voorzien bij collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2002 betreffende een bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 2 juli 2003, van 26 mei 2005 (artikel 17) en van 7 april 2011 (artikel 18) en verlengd tot 31 december 2012 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 mei 2011 houdende akkoord van sociale vrede 2011 - 2012;"
- "8° het uitkeren van de vergoeding, voorzien bij artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van

19 mei 2011 betreffende vorming en tewerkstelling;"

"9° de uitkering van de bijdrage betaald overeenkomstig artikel 14, §3 van deze statuten, ter financiering van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie en ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 mei 2011 betreffende vorming en tewerkstelling;"

In hetzelfde artikel 3 wordt een nieuw punt 12° toegevoegd als volgt :

"12° de uitkering van een toeslag bij tijdelijke werkloosheid zoals bedoeld in artikel 9 van de wet van 12 april 2011 houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de regering met betrekking tot het interprofessioneel akkoord, overeenkomstig een door de Koning algemeen verbindend te verklaren sectorale collectieve arbeidsovereenkomst over dit onderwerp.

Artikel 13

Artikel 14 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 1979 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 december 1979 wordt gewijzigd als volgt:

"§ 1. Het Fonds beschikt over de door de werkgevers verschuldigde bijdragen, bedoeld in artikel 15 van deze statuten.

§ 2. Ter uitvoering van artikel 3, 6° van deze statuten maakt het Fonds, onmiddellijk na ontvangst van de in § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen, aan het Fonds voor Bestaanszekerheid voor het kleding- en confectiebedrijf een als volgt vastgesteld bedrag over:

- van 1 januari 2002 tot 30 juni 2013:
0,29 % van de in § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen.

§ 3 Ter uitvoering van artikel 3, 9° van deze statuten maakt het Fonds, onmiddellijk na ontvangst van de in § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen, aan het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC) een als volgt vastgesteld bedrag over:

- van 1 januari 2002 tot 30 juni 2013:
8,82 % van de in § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen."

Artikel 14

Artikel 15 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 1979 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 december 1979 wordt gewijzigd als volgt:

"Van 1 januari 2002 tot 30 juni 2013 worden de werkgeversbijdragen bepaald op 3,4 pct. van de brutolonen der arbeid(st)ers."

Artikel 15

De aanvullende sociale toelage, bedoeld in artikel 2 van de Collectieve arbeidsovereenkomst van 22 juni 2001 die overeenkomstig artikel 7 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid wordt toegekend wordt in de jaren 2011 en 2012 vastgesteld op:

- 37,18 EURO voor de rechthebbenden, vermeld in artikel 6.6 en 6.7 van de genoemde statuten;
- 135,00 EURO voor de overige rechthebbenden.

De aanvullende werkloosheidsvergoeding, bedoeld in hetzelfde artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 juni 2001 tot vaststelling van het bedrag van de aanvullende sociale toelage wordt voor de periode van 1 april 2011 tot 31 december 2011 pro rata vastgesteld ten opzichte van de periode van 1 april 2009 tot 31 maart 2010. Derhalve wordt voor de drie genoemde kwartalen van 2011 het

vereiste aantal dagen tijdelijke werkloosheid op 7 dagen bepaald en wordt het bedrag van de aanvullende werkloosheidsvergoeding op 60 euro bepaald. Met ingang van 1 januari 2012 wordt deze aanvullende werkloosheidsvergoeding omgevormd naar het stelsel, beschreven in het hierna volgende artikel.

Artikel 16

Met ingang van 1 januari 2012 zullen de arbeid(st)ers per dag tijdelijke werkloosheid, zoals bedoeld in artikel 9 van de wet van 12 april 2011 houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de regering met betrekking tot het ontwerp van interprofessioneel akkoord, dat een nieuwe § 8 invoert in artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, aanspraak kunnen maken op een supplement.

Het supplement, bedoeld in de voornoemde wet wordt voor een deel ten laste gelegd van het Sociaal Waarborgfonds voor de Kleding en Confectienijverheid, namelijk als volgt:

- de eerste 35 dagen tijdelijke werkloosheid per kalenderjaar : 3 euro per dag;
- de volgende 10 dagen tijdelijke werkloosheid per kalenderjaar : 2 euro per dag.

Zodoende zullen de arbeid(st)ers aanspraak kunnen maken op de hiervoor bedoelde dagvergoedingen, onverminderd de voornoemde wettelijke bepalingen die een minimum supplement voorzien voor alle dagen tijdelijke werkloosheid in de zin van de voornoemde wet. Dit betekent dat de niet in dit artikel genoemde bedragen en dagen ten laste zullen zijn van de individuele werkgever.

De modaliteiten die nodig zijn voor de uitvoering van dit artikel zullen worden vastgesteld in een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 17

Binnen het kader van het beheer van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding en confectienijverheid worden de volgende twee afspraken verder administratief geregeld:

- de franchise, voorzien in de sectorale polis "hospitalisatieverzekering" zal ten laste worden genomen door het Sociaal Waarborgfonds;
- voor de bepaling van de looncompensatie voor de werkgevers, bedoeld in artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 mei 1997 wordt het brutoloon vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1,75 voor de werkgeverslasten.

Artikel 18

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om in 2011 en 2012 een evaluatie op lange termijn te maken teneinde het financieel evenwicht van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid te behouden, rekening houdende met langlopende verbintenissen en desgevallend de nodige maatregelen te treffen om dit financieel evenwicht te behouden. Tevens zal het actuele gebruik van deze middelen worden besproken en een herschikking worden bestudeerd in het kader van een evenwichtige verdeling van deze middelen.

HOOFDSTUK X - OPZEGGINGSTERMIJNEN

Artikel 19

De collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2002 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid wordt verlengd tot 31 december 2012.

Hierdoor behoudt de sector een eigen stelsel van verruimde stabiliteit van werkgelegenheid of inkomen via een aanvullende bestaanszekerheidsregeling zoals bedoeld in artikel 3 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 75 van 20 december 1999, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Verwijzend naar de bepalingen van de voornoemde CAO nr. 75 verklaren de sociale partners uitdrukkelijk dat de bestaande regelingen bestaanszekerheid in de sector een gelijkwaardig voordeel bieden als de

langere opzeggingstermijnen zoals bepaald door CAO nr. 75. De langere opzeggingstermijnen zoals bepaald in CAO nr. 75 moeten derhalve in het paritair comité voor het Kleding- en confectiebedrijf niet worden toegepast.

Artikel 20

Met ingang van 1 januari 2012 worden de in overeenstemming met artikel 59 van de wet betreffende de arbeidsovereenkomsten in de sector bestaande opzeggingstermijnen van respectievelijk 28 dagen en 56 dagen verhoogd als volgt :

- Minder dan 20 jaar ononderbroken dienst bij dezelfde onderneming : 32 kalenderdagen;
- 20 jaar ononderbroken dienst en meer bij dezelfde onderneming : 64 kalenderdagen.

Deze nieuwe minimum opzeggingstermijnen zijn vanaf 1 januari 2012 van toepassing in geval van beëindiging van een de arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd door de werkgever ten aanzien van alle arbeid(st)ers van het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf, dus zowel voor arbeidsovereenkomsten die reeds zijn aangevangen voor 1 januari 2012 als voor arbeidsovereenkomsten die aanvangen vanaf of na die datum.

Deze nieuwe minimum opzeggingstermijnen zijn evenwel niet van toepassing indien het ontslag wordt betekend, hetzij om een einde te maken aan de arbeidsovereenkomst vanaf het ogenblik dat de arbeid(st)er de leeftijd heeft bereikt die toegang geeft tot het conventioneel brugpensioen, hetzij om een einde te maken aan de arbeidsovereenkomst vanaf het ogenblik waarop voor de werknemer het wettelijk pensioen ingaat.

Deze regeling geldt als afspraak, bedoeld in artikel 13 § 3 van de wet van 12 april 2011 houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de Regering met betrekking tot het ontwerp van interprofessioneel akkoord.

Deze regeling geldt derhalve als een eigen stelsel van verruimde stabiliteit van werkgelegenheid of inkomen, zoals bedoeld in het voornoemde artikel en in de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 75 van 20 december 1999, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Deze regeling geldt derhalve tevens als een voorstel van een paritair comité zoals bedoeld in de laatste alinea van het voornoemde artikel 13 van de wet van 12 april 2011 en betekent dat de sociale partners, vertegenwoordigd in het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf de vaststelling van de toepasselijke opzeggingstermijnen in eigen beheer wensen te houden.

HOOFDSTUK XI - CARENSDAG

Artikel 21

Met betrekking tot de jaren 2011 en 2012 wordt, voor arbeid(st)ers met een anciënniteit van minstens 8 jaar in de onderneming en wanneer het een ziekteperiode betreft van minimum zeven kalenderdagen, per kalenderjaar twee carensdagen zoals bedoeld in artikel 52 § 1 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten door de werkgever ten laste genomen.

HOOFDSTUK XII – ANCIENNITEITSVERLOF

Artikel 22

Jaarlijks wordt aan de arbeid(st)ers met een anciënniteit van 20 jaar dienst of meer in de onderneming één dag betaald anciënniteitsverlof toegekend.

Onder anciënniteit wordt verstaan: ononderbroken dienst bij dezelfde werkgever.

Eventuele anciënniteit verworven in een onderneming behorende tot dezelfde groep van ondernemingen waarbij de arbeid(st)er is tewerk gesteld wordt volledig in rekening genomen.

HOOFDSTUK XIII - SYNDICALE VERTEGENWOORDIGING

Artikel 23

Artikel 7 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 7 mei 1976 betreffende het statuut van de syndicale afvaardiging, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomsten van 1 oktober 1979, 22 februari 1989 en 19 april 1991, blijft behouden zoals aangevuld door artikel 20 van de de CAO van 26 mei 2003 houdende akkoord van sociale vrede 2003/2004.

HOOFDSTUK XIV - VOORBEREIDING NIEUWE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN

Artikel 24

Binnen de duurtijd van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst worden de werkzaamheden met betrekking tot een nieuwe functieclassificatie afgerond. Dit houdt in dat afspraken gemaakt worden met betrekking tot de invoering van een nieuwe functieclassificatie en de daaraan verbonden functielonen, uiterlijk op 1 januari 2013.

Artikel 25

Met betrekking tot de elektronische maaltijdcheques zal een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst worden uitgewerkt.

HOOFDSTUK XV - TOEPASSING BESTAANDE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN

Artikel 26

De ondertekenende partijen bevestigen dat desgevallend op ondernemingsniveau de inhoud van de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 mei 1997 betreffende de sociale vorming en voorlichting, laatst gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 april 1999 zal besproken worden met het oog op het vermijden van geschillen.

De ondertekenende partijen bevestigen dat de inhoud van de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 mei 1997 betreffende de nieuwe arbeidsregelingen de basis is voor eventuele besprekingen op ondernemingsniveau.

De inhoud van artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 2001 tot coördinatie van de regels inzake tussenkomst van de werkgevers in de vervoerskosten wordt aangepast aan de inhoud van artikel 4 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 19 octies van 20 februari 2009 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers.

HOOFDSTUK XVI - VERLENGING BESTAANDE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN

Artikel 27

Ingevolge het huidige akkoord wordt ook de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2010 tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden (registratienummer 99183/CO/109) verlengd tot 31 december 2012.

HOOFDSTUK XVII - VERBETERING VAN DE WERKZAAMHEIDSGRAAD

Artikel 28

De ondertekenende partijen komen overeen om een behoeftenonderzoek op te zetten bij de oudere werknemers in verband met het optrekken van de werkzaamheidsgraad en het uitwerken van een flankerend beleid rond de tewerkstelling van deze groep van werknemers.

HOOFDSTUK XVII - SOCIALE VREDE

Artikel 29

Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst waarborgen de ondertekenende partijen de inachtneming van de sociale vrede, hetgeen het volgende inhoudt:

- 1) alle bepalingen betreffende de lonen en arbeidsvoorwaarden worden strikt nageleefd en kunnen niet in betwisting worden gebracht door de werknemers- of de werkgeversorganisaties, noch door de arbeid(st)ers of de werkgevers;
- 2) de werknemersorganisaties en de arbeid(st)ers verbinden er zich toe geen eisen te stellen op nationaal noch op gewestelijk vlak, noch op dat van de onderneming aangezien alle individuele normatieve bepalingen geregeld zijn door onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.